L'une des questions qui ont été portées à l'attention du Comité concernant la Banque américaine de développement est l'accusation d'ingérence politique lancée contre les États-Unis auxquels on a reproché d'accorder des prêts par l'intermédiaire de cette banque à certains pays latino-américains, notamment au Nicaragua. À ce sujet, le Comité appuie sans hésitation la position prise par le représentant du Canada à la réunion annuelle de la BID en 1985, réclamant «la fin de l'ingérence politique dans les activités de la Banque interaméricaine de développement». Le gouvernement du Canada a pris dans ce dossier la meilleure position possible, à savoir que l'objectif fondamental des institutions financières internationales devrait être le développement économique, alors que le règlement de toutes les questions politiques devrait se faire par voie bilatérale ou sous les auspices des Nations Unies.